

# **Nouveau gouvernement : toujours un profond mépris pour les travailleurs !**

Après 16 mois de tergiversations, 7 partis politiques (PS, Spa/Vooruit, MR, Open VLD, Ecolo, groen, CD&V) sont laborieusement arrivés à former un gouvernement fédéral. La crainte de nouvelles élections a été plus forte que la concurrence entre ces différents partis, tant ils redoutent le mécontentement croissant de la population.

Mais le problème de tous ces partis, qu'ils soient néerlandophones ou francophones, n'est pas de répondre aux besoins des travailleurs, mais de continuer à servir les intérêts de la bourgeoisie, des grands patrons et actionnaires. Ils ne prévoient rien pour résoudre les besoins urgents des travailleurs confrontés chaque jour davantage aux licenciements, aux contrats précaires, à une charge de travail plus élevée et à des revenus en baisse.

La seule mesure sociale qu'ils ont été capables d'annoncer est le relèvement de la pension minimum à 1 500 euros... d'ici 2030 ! A condition d'avoir travaillé 45 ans et sans qu'on sache si ce serait en brut ou en net !

On a même pu entendre Paul Magnette expliquer qu'il n'avait jamais été pour redescendre l'âge de la pension à 65 ans car lui-même se sentait capable de travailler encore à cet âge-là ! Les ouvriers, infirmières, enseignants usés bien avant 60 ans par des charges de travail de plus en plus lourdes n'ont rien à attendre de ce gouvernement !

Par contre le patronat profitera des milliards d'euros de subventions des plans de relance européens, ainsi que des avantages fiscaux accordés sur les heures supplémentaires et les jours de formation, qui viennent s'ajouter à tous les dégrèvements fiscaux dont bénéficient déjà les grands patrons.

Et ce n'est pas une éventuelle taxation sur quelques opérations financières qui peut faire peur au patronat. Si cette taxe voyait le jour, elle ne rapporterait que 150 à 300 millions d'euros à l'Etat, une broutille au vu des milliards qu'ils engrangent. Car malgré la crise économique, des fortunes se bâtissent. En mars, il y avait 29 milliardaires en Belgique, aujourd'hui il y en a 31 ! L'argent existe pour résoudre les problèmes de la société !

Face aux attaques incessantes des patrons, aux plans de licenciements, aux mises

en faillite d'entreprises, il faut que les travailleurs fassent entendre leurs revendications. Les gouvernements, qu'ils soient fédéral ou régionaux, au Nord comme au Sud de pays, ne feront qu'aider les grands patrons à sauver et augmenter leurs profits. Les travailleurs, qui créent toutes les richesses, qui font tourner toute la société, n'ont pas d'autre choix que de se défendre. Il faut qu'ils agissent collectivement et se dotent d'un plan de combat, car le grand patronat et les gouvernements ne connaissent que le rapport de force.

La classe ouvrière doit défendre ses intérêts vitaux. Il faut travailler moins pour travailler tous, sans perte de salaire. Il faut augmenter les salaires, pas les profits ni les dividendes. Il faut le contrôle des salariés sur les milliards d'euros que le grand patronat va encaisser : cet argent doit servir à garantir les emplois et les salaires et non augmenter les bénéfices.

Contre l'explosion du chômage, il faut aussi créer des emplois dans la santé, l'éducation, les transports, et tous les services utiles à la population. En ces temps d'épidémie, cela devrait être une évidence. Mais, même pour cela, il faudra se battre car, si la situation sanitaire est aussi inquiétante, c'est que les gouvernements ne font toujours pas ce qu'il faut.

À part imposer le port du masque, restreindre la vie sociale, tout en nous demandant d'aller travailler, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Les transports en commun ont-ils été renforcés pour réduire la promiscuité ? Non. L'enseignement a-t-il reçu les moyens de travailler en groupes restreints ? A-t-on embauché du personnel supplémentaire pour pallier les absences d'éventuels malades ? Non plus.

Même les laboratoires, au cœur de la lutte sanitaire, sont dans l'improvisation et manquent de bras. Quant aux hôpitaux, ce ne sont pas les annonces dérisoires qui peuvent nous rassurer, les 1,2 milliards d'euros annoncés ne permettront même pas de combler les pertes liées au Covid alors que les hôpitaux manquaient déjà cruellement de moyens avant la pandémie. La seule chose que les gouvernements font sérieusement, c'est de se porter au secours des profits du grand patronat. C'est un État au service de la bourgeoisie !

Le monde du travail n'a que des coups à attendre du grand capital et de son État. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs luttes collectives pour se sauver !